

✓ t.712-5(2) - PD/ss
 t.311 Cameroun

Berne, le 1er décembre 1978

Original au 15.12.78
 au Hrn. S. Salvi abgegeben

Activités de la DDA au Cameroun

1. En bréf

Le PIB du Cameroun est de 790,9 Milliards de CFA pour l'exercice 77-78 (en progression de 20 % sur l'année 1976-77). Croissance en termes réels de 5 %. Revenu par tête d'habitant = 75.000 CFA (soit environ \$ 345). Avec le Gabon, le Cameroun se place parmi les pays les plus favorisés de l'Union des Etats d'Afrique Centrale, ce qui justifie un ralentissement de nos actions de coopération au profit des plus défavorisés comme le Tchad.

2. Rétrospective historique

Dès les premières années d'indépendance (1961/62) le Cameroun a été choisi comme un pays de concentration de l'activité de la Coopération au développement.

Au début, le programme a surtout été réalisé en collaboration avec des organisations privées confessionnelles (Eglises) et non-confessionnelles (Institut Panafricain de Douala), par la mise à disposition de volontaires et d'assistants techniques, par la prise en charge de bourses, de formation et par la participation à des constructions scolaires.

Depuis 1966 les actions se sont diversifiées et ont permis entre autres:

- en 1966 de mettre sur pied l'Ecole Nationale d'éducateurs et assistants sociaux à Bétamba (ENEAS);
- en 1972 de créer l'Institut de Relations Internationales du Cameroun (IRIC);
- en 1975 de construire un pont sur la Sanaga (au lieu-dit de Koro) grâce à un crédit d'aide financière de 6 millions de Francs suisses (transformé en don en janvier 1978).

Globalement, entre 1961 et 1977, les versements effectués pour des projets de coopération au développement (pont exclu) se sont montés à près de 32 millions de francs suisses.

3. Situation actuelle

Parallèlement aux actions pré-citées, un certain nombre d'activités ont reçu un appui de notre part au cours des dix dernières années (versements annuels d'environ 2,5 à 3 millions) et se développent actuellement dans les secteurs suivants: (voir aussi fiches des projets en annexe)



3.1. Développement rural

- Participation à la création de trois centres de formation pour jeunes agriculteurs (CFJA) dans la province du Nord, en collaboration avec la Fédération Genevoise, l'UIPE (Union Internationale pour la Protection de l'Enfance) et le Ministère de l'Agriculture;
- Promotion de la production et de la commercialisation des cultures vivrières dans la province de l'Est, avec la société régionale de Développement des Zapis (Zones d'actions prioritaires intégrées) et le Ministère de l'Agriculture;
- Introduction de la culture attelée et promotion des cultures vivrières dans la province du Centre-Sud avec la Mission de développement d'Ombessa (MIDO), en collaboration avec le Ministère du Plan;
- y Promotion du développement communautaire avec les collectivités de la province du South-West par la construction d'adductions d'eau et de pistes rurales, projet réalisé par Helvetas (SATA Cameroun) (SATA=Swiss Association for Technical Assistance), en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture.

3.2. Formation de cadres

- Appui aux programmes de formation de cadres intermédiaires et supérieurs de l'association internationale IPD (Institut Panafricain pour le Développement) à Douala (pour les francophones) et Buéa (pour les anglophones);
- Appui à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), institution universitaire bilingue à vocation internationale pour la formation de diplomates africains, en collaboration avec l'IUHEI (Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales) de Genève;
- Cours de recyclages pour les maîtres de l'enseignement secondaire organisés par l'ASE (Association suisse des enseignants), en collaboration avec la branche des enseignants du Syndicat national camerounais (UNTC).

3.3. Divers

- Mise à disposition du service de l'urbanisme de la ville de Douala d'un expert-architecte pour les problèmes d'aménagements urbains en général et du quartier Nylon en particulier;
- Mise à disposition du FONADER (Fonds National de Développement Rural) d'un expert en affaires bancaires pour la régionalisation de l'institution et la mise sur pied d'un service d'Inspection.

4. Problèmes et difficultés

L'évolution politique (mise en place progressive d'un système présidentiel centralisé) et économique (priorité à la croissance économique au moyen de grandes sociétés régionales para-publiques et de l'agro-industrie) du Cameroun s'effectue au détriment du développement social et rend difficiles les actions de coopération centrées sur une promotion des collectivités locales deshéritées:

- en dehors du secteur commercial et industriel privé et des structures contrôlées par l'Etat, il n'existe aucune structure juridique autorisée permettant à des associations de base de prendre en main la réalisation de leurs propres besoins et la défense de leurs intérêts;
- en conséquence, un risque réel existe de voir à terme les efforts entrepris en faveur des plus deshérités être contrôlés par l'omniprésence du système, ou être marginalisés et confinés dans un rôle de service de type socio-culturel ou assistance sociale.
- même les actions dites "de développement communautaire" ont tendance, en dehors des zones anglophones où elles se sont "historiquement" développées, à être imposées aux populations dans le cadre de programmes annuels rigides financés en grande partie de l'extérieur, et ne permettent plus aux collectivités concernées d'y participer pleinement.

Quant à la collaboration avec les structures étatiques, elle est de plus en plus soumise aux caprices et aux aléas de la "démocratie gouvernante" (lenteurs, blocages, conflits inter-ministériels, népotisme, corruption et difficultés de gestion), ce qui met certains de nos projets dans une situation délicate:

- L'ENEAS (Ecole Nationale d'Educateurs et d'Assistants Sociaux) a quitté Betamba et s'est installée à la capitale où elle ambitionne plus de rehausser son prestige que d'affermir son action en fonction d'orientations bien définies;
- après cinq années d'expérimentation avec les groupes paysans de la zone d'Ombessa, la MIDO (Mission de Développement d'Ombessa) est invitée à se fondre dans une structure régionale à orientation productiviste, ce qui risque de briser la dynamique de promotion mise en place;
- la démarche pragmatique et participationniste de développement communautaire expérimentée et mise au point par Helvetas au Cameroun anglophone n'est pas reprise par les autorités, ce qui signifie qu'elles ne sont pas sensibles à cette démarche, et ce qui pourrait amener Helvetas à reconsidérer ses engagements au Cameroun;
- les appuis renouvelés à l'IRIC (Institut de Relations Internationales du Cameroun) pour permettre à cet Institut d'acquérir un niveau académique respectable n'ont pas reçu d'écho favorable de la part des autorités universitaires qui refusent de lui attribuer une reconnaissance académique.

5. Perspectives d'avenir

Si l'on considère le Cameroun sous l'angle des échanges économiques et des relations d'affaire, il est évident que le diagnostic est différent: Les ressources sont importantes; la stabilité politique offre une garantie aux investissements; le Cameroun est une base intéressante pour accéder aux marchés d'Afrique Centrale, etc... Sur ce plan les sollicitations sont d'ailleurs nombreuses et après le Nigéria, La Côte d'Ivoire et le Gabon, le Cameroun est appelé à jouer un rôle important dans le cadre de la promotion économique du continent africain. L'accélération de la mise en valeur de ses ressources devrait d'ailleurs lui permettre de dégager des moyens propres pour résoudre les problèmes sociaux liés aux choix de croissance qui ont été faits.

Cette situation nous a amenés à reconsidérer la place que la Coopération au Développement occupait jusqu'ici dans ce pays et à ne plus le situer au rang des pays dits "de concentration". Cela signifie en conséquence:

- de poursuivre et de mener à une fin honorable les projets en cours (Zapi / MIDO / IRIC) *
- de ne pas envisager de nouveaux projets en dehors de ceux qui sont en voie de négociation (Marché Nylon / ENEAS / région Goura-Mbam/ ONPD) *
- de céder la place à une coopération plus économique qui est du ressort de notre secteur privé;
- de renforcer notre coopération avec des pays plus déshérités comme le Tchad;
- de transférer le poste de coordinateur de Yaoundé à N'Djamena.

6. Problèmes à soulever

Au cas où des contacts avec la Présidence de la République seraient prévus lors de la visite du Chef du département au Cameroun, il serait utile de soulever le problème de la reconnaissance du diplôme de l'IRIC* à un niveau académique, comme cela était prévu dans les accords.

Pour les autres problèmes soulevés dans cette note, même s'ils nous apparaissent défavorables sur le plan de la coopération, une intervention à leur sujet serait mal considérée par les autorités camerounaises qui sont très susceptibles en ce qui concerne la remise en cause de leurs choix et orientations.

Par contre, les autorités camerounaises seront certainement intéressées par une intensification des échanges avec notre pays, et elles seraient très flattées de l'élévation de notre représentation diplomatique au rang d'ambassade.

* Zapi = Zone d'Action Prioritaire Intégrée
 MIDO = Mission de Développement d'Ombessa
 IRIC = Institut de Relations Internationales du Cameroun
 ENEAS = Ecole Nationale d'Educateurs et d'Assistants Sociaux
 ONPD = Office National de Participation au Développement